

# LE MONDE diplomatique

ÉRIC ROHMER,  
CINÉASTE SOCIAL

PAR FRANÇOIS BÉGAUDEAU

Pages 22 et 23.

5,90 € - Mensuel - 28 pages

N° 866 - 73<sup>e</sup> année, Mai 2026

DANS LE SUPERMARCHÉ DU MONDE

## Yiwu, capitale du « made in China »

C'est l'étiquette qui griffe la plupart des objets de notre quotidien. À force d'apparaître partout, elle n'évoque plus de lieu précis : de New York à Moscou, d'Oslo à Pretoria, de Paris à Djakarta, elle flotte sur la planète comme un label abstrait. Et pourtant, derrière les trois mots « made in China » se cache une ville bien réelle, située au sud de Shanghai.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
MAËLLE MARIETTE \*

À L'ÉCHELLE chinoise, il s'agit d'une bourgade, avec moins de 1,9 million d'habitants ; à celle du commerce mondial, d'un nœud décisif, considéré comme le plus grand marché de gros de la planète pour les petits produits manufacturés. Bienvenue à Yiwu, dans la province de Zhejiang, d'où proviendraient plus de 80 % des décorations de Noël vendues dans le monde(1).

Le cœur du système, baptisé Yiwu International Trade Market, pourrait être résumé par une série de chiffres : 6,4 millions de mètres carrés, 75 000 stands, plus de 2 millions de références, environ 220 000 visiteurs par jour, et plus de 75 000 vendeurs ou enti-

tés commerciales(2). Chaque année, près de 600 000 conteneurs sont chargés ici avant d'être expédiés vers plus de 200 pays ou territoires.

Yiwu fonctionne comme une infrastructure mondiale. Non pas une vitrine de l'innovation spectaculaire, mais une machine fiable, consacrée à la fabrication méthodique, en grande série, des biens ordinaires. Une commande passée dans une allée met en branle un appareil productif éclaté, implanté dans les campagnes du Zhejiang et au-delà.

(Lire la suite page 7.)

(1) «Evolving purchase of Yiwu's Xmas merchandise», *China Daily*, Pékin, 20 novembre 2024.

(2) Cf. le site Yiwu China Small Commodity Index, supervisé par le ministère du commerce et organisé par le gouvernement populaire de Yiwu.

VOUS AVEZ AIMÉ LES « SUBPRIME » ?

## La crise scélérate



WES 21 / REMO LIENHARD. - « Values » (Valeurs), 2021

LES marins de haute mer l'appellent la « vague scélérate ». C'est une singularité monstrueuse de la mécanique des fluides océanique, une énormité qui sort du lot au milieu d'une mer pourtant déchaînée. Rien ne passe la vague scélérate, même les tankers ou les plus lourds porte-conteneurs la redoutent. Si la conjonction de tendances aussi bien financières qu'économiques actuellement à l'œuvre se confirme, nous en connaissons peut-être bientôt un équivalent. Les crises financières précé-

\* Économiste, auteur de *La Crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, Fayard, Paris, 2009.

entes venaient d'un unique compartiment, bien identifié : les crédits hypothécaires titrisés dans le cas de la crise des *subprime* en 2007, les actions des entreprises *dotcom* dans celui du krach Internet en 2000-2001. Ici l'alarme sonne aux quatre coins du tableau simultanément. Cependant qu'aux États-Unis un pouvoir politique dérangé fabrique de toutes pièces une gigantesque crise pétrolière dans le détroit d'Ormuz, d'où résultera une combinaison particulièrement violente de récession globale et d'inflation. On cherche pareil alignement de planètes pour le pire dans l'histoire du capitalisme – sans trouver.

Au départ, c'est la crise financière qu'on voit monter, depuis cinq mois. Pas exactement celle qu'on a d'abord cru identifier. Car, à l'époque, l'inquiétude porte sur les valorisations boursières délirantes des entreprises de l'intelligence artificielle (IA). Qu'une société comme OpenAI soit valorisée à 800 milliards de dollars alors qu'elle n'a pas encore gagné un cent, qu'elle a fait 8 milliards de pertes en 2025 (pour 20 de chiffre d'affaires...) et qu'elle prévoit de n'être profitable qu'en 2030, envisageant entre-temps de dépenser 600 milliards supplémentaires, admettons en effet que l'hypothèse du délire n'est pas elle-même délirante.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

## Une journée comme une autre

CE fut un soir comme un autre. À la télévision, le mardi 7 avril à 21 heures, TF1 diffusait un nouvel épisode de « Koh-Lanta », M6 misait sur un ancien numéro de « Cauchemar en cuisine » et Arte, la chaîne franco-allemande, se livrait à son passe-temps favori – traquer la menace russe –, avec un documentaire sobrement titré « L'Europe dans la main de Poutine ? ».

La journée, elle, sortait pourtant de l'ordinaire. Quelques heures plus tôt, sur les réseaux sociaux, M. Donald Trump avait publié un message d'une violence inédite : « Une civilisation va mourir ce soir, pour ne plus jamais renaître. » Il visait l'Iran et ses 90 millions d'habitants, fixant même l'échéance de ce génocide annoncé : 20 heures à Washington, au moment du prime time.

Les mots peuvent être criminels. À Nuremberg, en 1946, l'éditeur et propagandiste nazi Julius Streicher – qui n'avait ni exécuté, ni personnellement ordonné de massacres – fut condamné pour crimes contre l'humanité au motif qu'il avait appelé à l'extermination des Juifs. Depuis, la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide prohibe l'« incitation directe et publique à commettre un génocide ». Et le droit international humanitaire interdit les « actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile ». Comme l'écrit le philosophe Mathias Risse, c'est même « l'un des accomplissements majeurs de l'ordre juridique international issu de la seconde guerre mondiale. Celui-ci repose sur la reconnaissance du fait que le discours de la destruction civilisationnelle n'est pas seulement le symptôme de l'atrocité, mais l'un de ses instruments »(1).

Les dirigeants européens savent, lorsque cela les arrange, prendre les mots au sérieux. Il y a quinze ans, ils invoquaient ceux de Mouammar Kadhafi et de son fils, qui promettaient de « purger la Libye maison par maison » et de « faire couler des rivières de sang », pour légitimer une intervention militaire dans ce pays. Désormais, M. Donald Trump peut claironner un génocide, le plus grave crime prévu par le droit international, et chacun vaque à ses occupations. La Chine a appelé à

la « désescalade ». La présidente de la Commission européenne, M<sup>me</sup> Ursula von der Leyen, et la diplomate européenne en chef, M<sup>me</sup> Kaja Kallas, sont restées muettes. La conduite de M. Trump « est source d'une très grande imprévisibilité, d'une très grande incertitude qui s'invitent dans notre vie quotidienne », commentera benoîtement le ministre des affaires étrangères français, M. Jean-Noël Barrot. Quant à l'ancien président américain Barack Obama, il a consacré son seul tweet du jour à la victoire d'une équipe universitaire de basket-ball. Nul n'a exigé de comptes ou de sanctions, ni même jugé utile de qualifier clairement de tels propos. Toute la journée du 7 avril, les commentateurs ont spéculé sur les intentions du président américain – va-t-il le faire ? S'agit-il d'une stratégie de négociation ? –, tandis que les chaînes d'information en continu déployaient leurs bandeaux-chocs : « Cette nuit, 2 heures, fin de l'ultimatum. Trump va-t-il détruire l'Iran ? À suivre en direct sur BFM TV ».

L'accumulation des crises (écologique, sanitaire, économique, énergétique...) la multiplication des conflits, le génocide perpétré à Gaza dans l'indifférence des chancelleries, l'enchaînement des nouvelles dramatiques à un rythme toujours plus frénétique ont produit une accoutumance au pire, conjuguée à un sentiment d'impuissance. Cette journée presque comme une autre sera peut-être la dernière en Iran, mais pour « nous » le soleil se lèvera demain comme ce matin, alors à quoi bon s'inquiéter ? Cette fois, M. Trump n'a pas mis sa menace à exécution. Mais, en l'absence de toute résistance, ses mots ont fait leur œuvre. Ils ont repoussé les frontières du dicible, et déjà commencé à tracer celles du possible.

(1) Mathias Risse, « "A whole civilization will die tonight" : The day the American president threatened genocide », Harvard Kennedy School, 8 avril 2026, www.hks.harvard.edu

Une cocotte-minute enfouie dans les bas-fonds de la finance dérégulée menace d'exploser. À l'abri des regards, le brouet du « private credit » y bouillonne depuis des années. Or les créanciers commencent à paniquer. Une crise dans ce secteur provoquerait une réaction en chaîne dévastatrice pour une économie déjà fragilisée par la hausse des prix de l'énergie.

PAR FRÉDÉRIC LONDON \*

Ça n'est pourtant pas dans cette direction qu'il fallait regarder. Les krachs dans les marchés d'actions sont sans doute spectaculaires mais rarement dangereux – bien sûr on se souvient de 1929, mais celui de 1987 (tout de même plus de 20 % de chute en la seule journée du 19 octobre) avait été avalé sans effort, et si celui de 2000 avait mordu davantage sur la croissance, c'est sans doute parce qu'un retournement de conjoncture était déjà en cours. Non, les crises financières meurtrières naissent toujours au même endroit, dans les marchés de la dette privée, où l'implication, directe ou indirecte, des banques est telle qu'un accident sévère est certain de dégénérer en brutale contraction du crédit (*credit crunch*), qui met aussitôt l'économie à l'arrêt.

Il fallait donc regarder ailleurs, en l'occurrence dans un obscur compartiment de la finance, le *private credit*, lui-même caché dans le secteur dit *shadow banking system* (« finance de l'ombre »), appellation qui suffit normalement à donner une idée du degré de transparence et de régulation qui y règne. Comme disait jadis un humoriste célèbre, « c'est étudié pour ».

(Lire la suite pages 16 et 17.)



En vente chez votre marchand de journaux et en librairies

M 02136 - 866 - F: 5,90 € - RD

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Allemagne: 6,90€, Andorre: 6,90€, Antilles: 5,80€, Belgique: 6,90€, Canada: 11,50\$, Espagne: 6,90€, Grèce: 6,90€, Hongrie: 2 828 HUF, Italie: 6,90€, Japon: 2100¥, Luxembourg: 6,90€, Maroc: 50 DH, Mauricie: 9,50€, Nouvelle-Calédonie: 1 000 XPF, Pays-Bas: 9€, Portugal cont.: 6,90€, Réunion: 5,80€, Royaume-Uni: 5,99£, Suisse: 9,90 CHF, Tunisie: 6,80 TND.